



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 72.414/4  
du 23 novembre 2022

advies 72.414/4  
van 23 november 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant  
le cadre juridique applicable  
aux navires non-SOLAS'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot vaststelling van het  
juridisch kader voor  
non-SOLASschepen'

Le 25 octobre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le cadre juridique applicable aux navires non-SOLAS'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 novembre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 novembre 2022.

\*

Op 25 oktober 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het juridisch kader voor non-SOLASschepen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 november 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 november 2022.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné le cas échéant avec l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données' dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un Parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

En l'espèce, la procédure de demande d'autorisation de naviguer instaurée par l'article 2 du projet implique le traitement de données à caractère personnel relatives au demandeur.

Par conséquent, l'auteur du projet veillera au respect de cette formalité, dont l'accomplissement sera visé au préambule.

2. L'accord de la Secrétaire d'État au Budget est visé au préambule, sans mention de sa date d'accomplissement. Cet accord ne figure toutefois pas au dossier.

Conformément à l'article 6, 2°, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion', sont notamment soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget les projets d'arrêtés royaux « qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles ».

Tel est nécessairement le cas des dispositions du projet examiné qui visent à modifier l'arrêté royal du 21 septembre 2020 'fixant les redevances concernant la navigation' afin d'y prévoir :

- de nouvelles exonérations de paiement de redevances (article 4 du projet) ;
- des tarifs réduits pour les navires non-SOLAS (articles 5 à 9 du projet).

Il convient dès lors de soumettre ces dispositions à l'accord de la Secrétaire d'État au Budget et de compléter le préambule par la mention de la date d'accomplissement de cette formalité.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1<sup>er</sup> sera complété par la mention des différentes dispositions du Code belge de la Navigation procurant un fondement légal aux dispositions du projet qui visent à modifier l'arrêté royal du 21 septembre 2020, en se basant sur le préambule de ce dernier <sup>1</sup>.

2. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 72.414/4 du Conseil d'État, donné le 23 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » <sup>2</sup>.

### DISPOSITIF

#### Article 2

Comme l'expose la note à l'attention de l'Inspecteur des Finances datée du 13 septembre 2022, le cadre juridique mis en place par le projet d'arrêté royal examiné pour les navires auxquels la Convention SOLAS ne s'applique pas en raison de leur petite taille (tonnage inférieur à 500 GT) <sup>3</sup>, est comparable à celui mis en place pour l'octroi d'autorisations de naviguer aux navires autonomes.

Contrairement à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 16 juin 2021 'concernant la navigation sans équipage dans les zones maritimes belges et modifiant divers arrêtés royaux' dont il s'inspire, le paragraphe 1<sup>er</sup> omet de préciser quelles sont les données et renseignements que doit fournir le demandeur d'autorisation.

L'article 2 sera complété sur ce point.

<sup>1</sup> Dont l'alinéa 1<sup>er</sup> vise les articles 1.1.3.4, 1.2.1.5, 2.2.1.3, § 4, 3°, 2.2.2.4, 2.2.2.11, 2.2.2.13, 2.2.3.5, 2.3.2.18, 2.3.2.29, 2.5.3.6, § 5, 3.2.1.1 et 4.2.1.21, du Code belge de la Navigation.

<sup>2</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

<sup>3</sup> Voir la règle 3 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS).

#### Article 4

À l'article 2.1, § 4, en projet, la référence à l'arrêté royal du 14 mars 2019 'modifiant l'arrêté royal du 11 mars 2002 établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers utilisés pour effectuer des voyages nationaux et modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1981 concernant les règles pour navires à passagers n'effectuant pas de voyage international et naviguant exclusivement dans une zone de navigation restreinte le long de la côte et l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime' sera remplacée par une référence à l'arrêté modifié par celui-ci, à savoir l'arrêté royal du 11 mars 2002 'établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers utilisés pour effectuer des voyages nationaux et modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1981 concernant les règles pour navires à passagers n'effectuant pas de voyage international et naviguant exclusivement dans une zone de navigation restreinte le long de la côte et l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime' <sup>4</sup>.

#### Article 10

À l'alinéa 2, les mots « du Code belge de la Navigation » seront insérés après les mots « l'article 2.2.3.10 ».

\*

---

<sup>4</sup> Dont l'article 1<sup>er</sup>, 36°, énonce une définition de la notion de « bateau traditionnel ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, in voorkomend geval *juncto* artikel 2 van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met verwerking.

De aanvraagprocedure voor een vaarvergunning die bij artikel 2 van het ontwerp wordt ingevoerd, impliceert *in casu* dat persoonsgegevens betreffende de aanvrager worden verwerkt.

De steller van het ontwerp moet er dus op toezien dat het bovenvermelde vormvereiste wordt vervuld en naar de vervulling daarvan moet in de aanhef worden verwezen.

2. In de aanhef wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting, maar er wordt niet vermeld wanneer aan dat vormvereiste is voldaan. Die akkoordbevinding bevindt zich evenwel niet in het dossier.

Overeenkomstig artikel 6, 2°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’ worden aan de voorafgaande akkoordbevinding van de minister van Begroting onder meer de ontwerpen van koninklijk besluit voorgelegd “waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan”.

Dat is noodzakelijkerwijze het geval met de bepalingen van het voorliggende ontwerp die ertoe strekken het koninklijk besluit van 21 september 2020 ‘tot vaststelling van de retributies inzake scheepvaart’ aldus te wijzigen dat daarin wordt voorzien in:

- nieuwe vrijstellingen van het betalen van retributies (artikel 4 van het ontwerp);
- verlaagde tarieven voor non-SOLAS-schepen (artikelen 5 tot 9 van het ontwerp).

Die bepalingen dienen dan ook ter akkoordbevinding aan de staatssecretaris voor Begroting te worden voorgelegd en de aanhef dient te worden aangevuld met de vermelding van de datum waarop aan dat vormvereiste is voldaan.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. Het eerste lid moet worden aangevuld met de vermelding van de verschillende bepalingen van het Belgisch Scheepvaartwetboek die rechtsgrond verlenen aan de bepalingen van het ontwerp die strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 september 2020, naar het voorbeeld van de aanhef van het laatstgenoemde besluit.<sup>1</sup>

2. Het lid betreffende het advies van de Raad van State moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op advies 72.414/4 van de Raad van State, gegeven op 23 november 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.<sup>2</sup>

## DISPOSITIEF

### Artikel 2

Zoals in de nota aan de inspecteur van Financiën d.d. 13 september 2022 wordt uiteengezet, is het juridisch kader dat bij het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit wordt ingevoerd voor de schepen waarop het SOLAS-Verdrag wegens hun beperkte afmetingen (een tonnage van minder dan 500 GT)<sup>3</sup> niet van toepassing is, vergelijkbaar met het juridisch kader dat wordt ingevoerd voor het verlenen van vaarvergunningen aan autonome vaartuigen.

---

<sup>1</sup> In het eerste lid van die aanhef wordt melding gemaakt van de artikelen 1.1.3.4, 1.2.1.5, 2.2.1.3, § 4, 3°, 2.2.2.4, 2.2.2.11, 2.2.2.13, 2.2.3.5, 2.3.2.18, 2.3.2.29, 2.5.3.6, § 5, 3.2.1.1 en 4.2.1.21, van het Belgisch Scheepvaartwetboek.

<sup>2</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

<sup>3</sup> Zie voorschrift 3 van het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee (SOLAS).

Anders dan in artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 16 juni 2021 ‘betreffende onbemande vaart in Belgische maritieme zones en tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten’ waarop paragraaf 1 is gebaseerd, wordt daarin niet gepreciseerd welke gegevens en inlichtingen door de vergunningaanvrager moeten worden meegedeeld.

Artikel 2 moet op dat punt worden aangevuld.

#### Artikel 4

In het ontworpen artikel 2.1, § 4, moet de verwijzing naar het koninklijk besluit van 14 maart 2019 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 2002 inzake veiligheidsvoorschriften en -normen voor passagiersschepen die voor binnenlandse reizen worden gebruikt en tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 november 1981 betreffende voorschriften voor passagiersschepen die geen internationale reis maken en die uitsluitend in een beperkt vaargebied langs de kust varen en van het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement’ worden vervangen door een verwijzing naar het besluit dat bij dat koninklijk besluit van 14 maart 2019 wordt gewijzigd, namelijk het koninklijk besluit van 11 maart 2002 ‘inzake veiligheidsvoorschriften en -normen voor passagiersschepen die voor binnenlandse reizen worden gebruikt en tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 november 1981 betreffende voorschriften voor passagiersschepen die geen internationale reis maken en die uitsluitend in een beperkt vaargebied langs de kust varen en van het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement’.<sup>4</sup>

#### Artikel 10

In het tweede lid moeten de woorden “van het Belgisch Scheepvaartwetboek” worden ingevoegd na de woorden “artikel 2.2.3.10”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

---

<sup>4</sup> In artikel 1, 36°, van het koninklijk besluit van 14 maart 2019 wordt een definitie gegeven van het begrip “traditioneel schip”.